



RÉGION  
**Nouvelle-  
Aquitaine**



## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

### MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**N° MARCHE : 2026K000T041620000**

---

**Travaux de réfection des douches collectives du bloc sanitaire femmes du R+1  
Lycée Albert Claveille à Périgueux (24)**

---

**Date et heure limites de réception des offres :  
LUNDI 21 SEPTEMBRE 2026 à 12:00**

| Maitre d'Ouvrage                                                                  | Mandataire du Maitre d'Ouvrage                                    |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|
| <b>Région Nouvelle Aquitaine</b><br>14 rue François de Sourdis<br>33 077 Bordeaux | <b>SA SEMIPER</b><br>175 Rue Martha Desrumaux<br>24 000 Périgueux |

## SOMMAIRE

|                                                                   |          |
|-------------------------------------------------------------------|----------|
| <b>1 - Objet et étendue de la consultation</b>                    | <b>3</b> |
| <b>1.1 - Objet</b>                                                | <b>3</b> |
| <b>1.2 - Mode de passation</b>                                    | <b>3</b> |
| <b>1.3 - Type et forme de contrat</b>                             | <b>3</b> |
| <b>1.4 - Décomposition de la consultation</b>                     | <b>3</b> |
| <b>1.5 - Nomenclature</b>                                         | <b>3</b> |
| <b>1.6 - Réalisation de prestations similaires</b>                | <b>3</b> |
| <b>2 - Conditions de la consultation</b>                          | <b>3</b> |
| <b>2.1 - Délai de validité des offres</b>                         | <b>3</b> |
| <b>2.2 - Forme juridique du groupement</b>                        | <b>3</b> |
| <b>2.3 - Variantes</b>                                            | <b>4</b> |
| <b>3 - Les intervenants</b>                                       | <b>4</b> |
| <b>3.1 - Désignation de l'acheteur</b>                            | <b>4</b> |
| <b>3.2 - Représentant de l'acheteur</b>                           | <b>4</b> |
| <b>3.3 - Maîtrise d'œuvre</b>                                     | <b>4</b> |
| <b>3.4 - Contrôle technique</b>                                   | <b>4</b> |
| <b>3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs</b>  | <b>4</b> |
| <b>4 - Conditions relatives au contrat</b>                        | <b>4</b> |
| <b>4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution</b>                | <b>4</b> |
| <b>4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement</b> | <b>4</b> |
| <b>4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité</b>               | <b>4</b> |
| <b>5 - Contenu du dossier de consultation</b>                     | <b>4</b> |
| <b>6 - Présentation des candidatures et des offres</b>            | <b>5</b> |
| <b>6.1 - Documents à produire</b>                                 | <b>5</b> |
| <b>6.2 - Visites sur site</b>                                     | <b>6</b> |
| <b>7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis</b>               | <b>6</b> |
| <b>7.1 - Transmission électronique</b>                            | <b>6</b> |
| <b>7.2 - Transmission sous support papier</b>                     | <b>7</b> |
| <b>8 - Examen des candidatures et des offres</b>                  | <b>7</b> |
| <b>8.1 - Sélection des candidatures</b>                           | <b>7</b> |
| <b>8.2 - Attribution des marchés</b>                              | <b>7</b> |
| <b>8.3 - Suite à donner à la consultation</b>                     | <b>8</b> |
| <b>9 - Renseignements complémentaires</b>                         | <b>9</b> |
| <b>9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact</b>        | <b>9</b> |
| <b>9.2 - Procédures de recours</b>                                | <b>9</b> |

## 1 - Objet et étendue de la consultation

### 1.1 - Objet

La présente consultation concerne les travaux de réfection des douches collectives du bloc sanitaire femme du R+1 de l'internat, au lycée Albert Claveille à Périgueux

Lieu(x) d'exécution :  
Bâtiment I – internat  
Lycée Albert Claveille  
24000 PERIGUEUX

### 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

### 1.3 - Type et forme de contrat

Le marché est composé d'une tranche ferme et d'une tranche optionnelle pour le remplacement du plafond du RdC avec trappes coupe-feu.

### 1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en une tranche ferme d'un lot unique : TOUS CORPS D'ÉTAT (TCE)

### 1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

| Code principal | Description             |
|----------------|-------------------------|
| 45000000-7     | Travaux de construction |

| Lot(s) | Objet principal | Description                   |
|--------|-----------------|-------------------------------|
| Unique | 45430000-0      | Revêtement de sols et de murs |
|        | 45410000-4      | Travaux de plâtrerie          |

### 1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

## 2 - Conditions de la consultation

### 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.2 - Forme juridique du groupement

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

Afin de s'assurer de la poursuite du contrat par le mandataire en cas de défaillance d'un cotraitant, le maître d'ouvrage exige un mandataire solidaire des membres du groupement.

### **2.3 – Variantes**

Aucune variante n'est autorisée.

## **3 – Les intervenants**

### **3.1 – Désignation de l'acheteur**

Région Nouvelle-Aquitaine, 14 rue François de Sourdis 33 077 Bordeaux

### **3.2 – Représentant de l'acheteur**

Mandataire du Maître de l’Ouvrage, SEMIPER, 175 Rue Martha Desrumaux, 24 000 Périgueux.

### **3.3 – Maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

#### **BATISFAIRE**

9, rue Dominique Maggesi

33200 BORDEAUX

Les missions de maîtrise d'œuvre confiées par le maître d'ouvrage sont : DIAG, APD, PRO, ACT, EXE, DET, AOR

### **3.4 – Contrôle technique**

Le contrôleur technique est assuré par : en cours de désignation

### **3.5 – Sécurité et protection de la santé des travailleurs**

Le CSPS est aussi en cours de désignation.

## **4 – Conditions relatives au contrat**

### **4.1 – Durée du contrat ou délai d'exécution**

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

### **4.2 – Modalités essentielles de financement et de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

### **4.3 – Confidentialité et mesures de sécurité**

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

## **5 – Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Les plans
- Le calendrier prévisionnel d'exécution

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **6 – Présentation des candidatures et des offres**

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### **6.1 – Documents à produire**

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

| Libellés                                                                                                                 | Signature |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner      | Oui       |
| Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail | Non       |

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

| Libellés                                                                                                                                                                              | Signature |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles | Non       |
| Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels                                                                                           | Non       |

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

| Libellés                                                                                                                                                                                                                                      | Signature |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat           | Non       |
| Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat                                                                                                              | Non       |
| Indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du contrat                                                                                                                            | Non       |
| Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin) | Non       |

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr), soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

| Libellés                                                                                                   | Signature |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| L'acte d'engagement (AE) et ses annexes                                                                    | Non       |
| Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)                                                 | Non       |
| Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes                                       | Non       |
| La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)                                                         | Non       |
| Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat | Non       |
| Les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat                   | Non       |

Le mémoire technique devra comprendre les méthodes proposées, moyens en personnel mis à disposition par le candidat pour la réalisation de la mission et susceptibles d'apporter une plus-value qualitative (productivité, réduction des durées de tâches, réduction des nuisances, aménagement des horaires, surveillance du chantier, autocontrôle, les effectifs que l'entreprise prévoit d'afficher au chantier seront indiqués par tâche conformément au planning DCE...) Les fiches matériaux fournies devront être conformes aux prescriptions du C.C.T.P.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## 6.2 – Visites sur site

Une visite sur site est possible et laissée à l'initiative des candidats. La visite n'est pas obligatoire. Les candidats proposant une offre ne pourront contester leur offre ultérieurement par absence de visite imposée.

Pour fixer la date et l'heure de son éventuelle tenue, le candidat devra impérativement contacter :

- L'établissement au 05.53.02.17.00 (non habilité à donner des renseignements d'ordre technique),
- Le mandataire de la Région Nouvelle Aquitaine aux coordonnées mentionnées ci-après : Loïc VEYSSIERE, Responsable d'opérations à la SEMIPER : 06.76.44.66.43.

## 7 – Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### 7.1 – Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://demat-ampa.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :  
SA SEMIPER, 175 rue Martha Desrumaux, 24000 PERIGUEUX.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

## **7.2 – Transmission sous support papier**

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

## **8 – Examen des candidatures et des offres**

### **8.1 – Sélection des candidatures**

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

### **8.2 – Attribution des marchés**

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante, pour tous les lots :

| Critères               | Pondération  |
|------------------------|--------------|
| 1-Prix des prestations | 60.00 points |
| 2-Valeur technique     | 40.00 points |
| Mémoire                | 30 points    |
| Fiches Matériaux       | 10 points    |

Prix des prestations :

La méthode utilisée pour le calcul de la note du critère Prix des prestations est la suivante :

$$\text{Note prix} = 60 \times \left(1 - 2,5 \frac{(\text{offre examinée} - \text{offre la moins disante})}{\text{offre la moins disante}}\right)$$

Les offres dont la note calculée sera négative sont affectées d'une note égale à 0.

L'absence de DPGF, dans tous les cas de figure rendra l'offre irrégulière

Valeur technique :

La grille de notation est la suivante :

Pour le mémoire:

|               |    |                     |
|---------------|----|---------------------|
| Sur 30 points | 0  | Absence             |
|               | 1  | Très faible qualité |
|               | 5  | Faible qualité      |
|               | 15 | Qualité moyenne     |
|               | 25 | Bonne qualité       |
|               | 30 | Très bonne qualité  |

Pour les fiches matériaux:

|               |    |                 |
|---------------|----|-----------------|
| Sur 10 points | 0  | Absence         |
|               | 1  | Faible qualité  |
|               | 5  | Qualité moyenne |
|               | 10 | Bonne qualité   |

**Note technique** = somme des 2 notes partielles décrites ci-dessus

**Note obtenue par la proposition** = note prix + note technique

La valeur technique sera évaluée principalement sur la base du mémoire explicatif. Les attentes vis-à-vis du contenu de ce mémoire sont indiquées dans la partie du règlement de consultation relative aux pièces de l'offre à produire par le candidat.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

### **8.3 – Suite à donner à la consultation**

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec tous les candidats sélectionnés. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 15 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

## **9 – Renseignements complémentaires**

### **9.1 – Adresses supplémentaires et points de contact**

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://demat-ampa.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

### **9.2 – Procédures de recours**

Le tribunal territorialement compétent est :  
Tribunal Administratif de Bordeaux  
9 rue Tastet – BP 947  
33063 BORDEAUX

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

